

Auteur.e.s

COMMUNAUTÉ CITOYENNE LA GRANDE CONVERSATION - BVA

Première session
(19-21 octobre 2021)



ENTRE ESPOIR ET DESENCHANTEMENT

29 OCTOBRE 2021

Ils croient encore à l'élection présidentielle, même s'ils doutent des changements qu'elle est capable d'entraîner. Ils veulent un débat de fond et des projets et fustigent le « grand bazar » actuel. Ils attendent du prochain président de la République qu'il fasse preuve d'écoute et de proximité. Ils fuient la conflictualité des réseaux sociaux et privilégient les discussions politiques en famille ou entre amis. Les membres de la communauté citoyenne réunie et animée par BVA pour Terra Nova présentent, dans l'ensemble, un visage sérieux et concentré qui contraste souvent avec le fracas du débat politique. Interrogés plus spécifiquement lors de ce premier échange sur le pouvoir d'achat, ils révèlent les sous-jacents profonds de cette thématique qui ne sont pas toujours intuitifs...

Encadré de méthode :

BVA a constitué pour Terra Nova une communauté citoyenne composée de 50 Français. Nous les interrogerons deux fois par mois pour leur demander de réagir aux débats de la campagne ainsi qu'à différentes propositions.

Cette mobilisation d'une communauté permet de compléter les données quantitatives et de donner des éléments de compréhension en profondeur. Elle apporte « le pourquoi » que n'indiquent jamais les intentions de votes. Par ailleurs, grâce à une communauté, on peut capter des signaux faibles et ainsi anticiper des sujets qui s'imposeront à plus long terme.

Ces 50 Français sont représentatifs de la diversité de la société française, dans leur genre, leur âge, leur catégorie socio-professionnelle, leur niveau de qualification et leur origine régionale.

Procédure de recrutement : Recrutement opéré par BVA d'un panel de 50 citoyens et de 10 suppléants sur la base de 30 000 emails envoyés à des personnes ciblées sur des critères d'âge, de genre et de région d'habitation. Sur 1536 citoyens volontaires et inscrits sur les listes électorales, 60 ont été sélectionnés.

Procédure d'animation : Toutes les deux semaines et ce jusqu'à la fin de la campagne présidentielle, les membres de la communauté seront réunis pour dialoguer sur différents thèmes. Ils le feront par écrit sur un forum qui leur est dédié ou lors de réunions dématérialisées en plenum ou par petit groupe.

1. UN GRAND RENDEZ-VOUS MAIS DES ESPOIRS MESURÉS

Alors que l'abstention a été identifiée ces derniers mois comme un fait politique majeur, notamment lors des élections régionales et municipales, les membres de notre communauté citoyenne étaient invités à s'exprimer sur leur perception de l'élection présidentielle à venir. Allait-elle souffrir de la même vague de "désintérêt", alors que traditionnellement la participation à ce type de scrutin est très élevée ?

Leur réponse est sans ambiguïté : l'élection présidentielle reste à leurs yeux un rendez-vous crucial. Moment de choix collectif ou d'espoir, occasion de clarifier les grandes orientations pour l'avenir du pays, source possible de renouvellement ou de changement... : les motivations sont assez diverses mais elles marquent toutes l'éminence de cette échéance. En dépit de certains doutes et d'une défiance sensible à l'égard des politiques, les Français restent très attachés à cette élection :

"C'est l'échéance politique la plus importante et celle qui a le plus d'impact sur la société "

"L'occasion de prendre une décision importante pour les cinq années à venir afin d'améliorer, changer les choses, d'espérer, de donner de l'espoir, une perspective d'avenir, pouvoir faire des projets."

Beaucoup y ajoutent l'idée d'un devoir civique : il faut aller voter, car c'est un droit précieux que l'on doit absolument exercer, le moment où le peuple peut reprendre la parole et décider.

Toutefois – et c'est l'un des paradoxes du moment – beaucoup ne croient pas ou ne croient plus que celui ou celle qui sera élu puisse véritablement conduire au changement. Un sentiment de lassitude et de scepticisme se mêle ainsi à la perception d'un « grand rendez-vous » démocratique. Une lassitude nourrie par le souvenir de déceptions passées, de promesses non tenues ou simplement par la fatigue du « vote contre » par opposition à un véritable vote d'adhésion.

"C'est un RV important pour espérer pouvoir changer les choses même si généralement pas grand-chose ne change après."

En somme, la magie si particulière de l'élection du président de la République au suffrage universel – vieille bientôt d'un demi-siècle – semble continuer à jouer, mais appelle désormais des preuves et une consolidation.

2. UNE OFFRE POLITIQUE JUGÉE CONFUSE ET ILLISIBLE

D'autant que le regard porté par les membres de la communauté sur la qualité de l'offre politique qui leur est proposée ne les incline pas à l'optimisme et à la bonne humeur. Ce sont ici clairement l'illisibilité et la confusion qui dominent les jugements. L'abondance de candidats et la multiplication des formations politiques sont décryptées par une petite minorité comme une forme de renouvellement, et par une large majorité comme les manifestations d'un « grand bazar ».

"Pour moi, c'est le bazar... encore plus que les autres années, on n'y comprend plus rien"

"L'offre politique actuelle est trop explosée... trop grande offre politique... encore un peu floue"

Surtout, les citoyens pointent le manque de proposition ou de projets (à quelques exceptions près comme le doublement des salaires des enseignants qui ne semble pas avoir été vraiment pris au sérieux par les membres de la communauté). Ils attendent des éléments plus concrets sur les programmes et sur différents enjeux (l'environnement, l'éducation...). Ils veulent du sérieux et semblent s'impatienter.

Pour le moment, les citoyens ne parviennent pas à appréhender les enjeux de cette élection, qu'il s'agisse de l'aptitude à gouverner des candidats ou des thèmes qui dominent la campagne. Certains en concluent que «la campagne n'a pas encore commencé». Mais la lassitude exprimée devant l'étalage des ambitions personnelles et la fréquence des invectives révèle en même temps une attente de fond et de qualité que les acteurs politiques ne semblent pas vraiment en mesure de satisfaire à ce stade.

C'est dans ce contexte que peuvent également s'interpréter les nombreuses expressions au sujet d'Éric Zemmour. Quoi qu'ils en pensent, ce dernier retient l'attention de la majorité des membres de la communauté. Certains sont exaspérés par le bruit médiatique continu autour de sa personne, d'autres intéressés, d'autres encore amusés par le show quotidien ou au contraire effrayés par la violence de ses propos, mais presque tous en parlent. Pour une minorité de membres E. Zemmour est une salutaire apparition dans le paysage politique ; pour la majorité, il semble assurer la «première partie» d'un spectacle qui tarde à commencer.

3. PARLER POLITIQUE, OUI, MAIS EN SE PROTÉGEANT DES CONFLITS

Les membres de la communauté ont tous en commun de s'intéresser un peu ou beaucoup à la vie politique et à l'élection présidentielle à venir (voir méthodologie). Ils sont d'ailleurs tous inscrits sur les listes électorales alors que près de nombreux Français^[1] sont mal ou pas inscrits sur les listes électorales. De ce fait, on peut s'attendre à ce qu'ils aiment « parler politique ». Et c'est le cas mais... pas avec n'importe qui et pas n'importe où. Dans leur grande majorité, ils anticipent des échanges, essentiellement sous forme de discussions orales avec des proches, dans le cadre familial ou amical. A contrario, dans l'univers du travail, ces discussions sont peu envisagées. Mais surtout, à l'exception de quelques-uns des plus jeunes, les réseaux sociaux n'apparaissent pas comme un lieu de débat politique possible pour eux. La peur de s'y exposer et d'y susciter des réactions violentes ou agressives dissuade l'immense majorité de s'y aventurer. La superficialité des échanges ou la monopolisation par les extrêmes nourrissent d'importantes préventions à leur égard. Cette distance clairement exprimée confirme que les réseaux sociaux ne reflètent pas la sensibilité politique des Français et ne sont pas le lieu de leurs échanges politiques.

"Je ne partage pas mes opinions sur les réseaux sociaux qui sont propices aux commentaires inappropriés"

"Les réseaux sociaux qui auraient pu être la meilleure des choses sont en fait la pire : peu d'analyses, peu de réflexions de fond mais des affirmations péremptoires, des injures"

"Je les utilise très peu et j'ai tendance à trouver que le débat peut devenir stérile ou que les gens peuvent vite s'emporter"

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les Français ne semblent pas rechercher la confrontation et la conflictualité. Ils auraient même tendance à la fuir. Cette attitude fait ressortir, par contraste, le caractère déformant et fort peu représentatif du débat d'opinion sur ces plateformes. Plus généralement, une distance semble s'être creusée entre les mœurs d'un espace public de plus en plus polarisé et celles d'un espace privé plus rassurant et plus civil.

[1] 9,5 millions selon un rapport d'information de l'Assemblée nationale de décembre 2014 sur les modalités d'inscription sur les listes électorales.

4. LES QUALITÉS ATTENDUES DU PROCHAIN PRÉSIDENT : L'ÉCOUTE ET LA PROXIMITÉ

Invités à dessiner ce que devraient être les qualités du ou de la futur(e) président(e) de la République, les citoyens de notre communauté évoquent à la fois des attributs de stature (le courage, l'autorité, l'engagement) et des valeurs (la transparence, l'honnêteté, la sincérité, le désintéressement), qui constituent les constantes des études de BVA dans le panorama des qualités attendues. Sans surprise ils attendent également du Président élu qu'il tienne ses promesses. Ces différentes dimensions font partie du « costume » habituel de la fonction et du paradigme gaullien dans l'imaginaire des Français.

Le contenu des discussions des citoyens de la communauté a fait néanmoins apparaître avec une forte acuité deux dimensions moins souvent associées à cette fonction : la "proximité" et "l'écoute", par opposition à la verticalité de l'action gouvernementale, même si elles ne sauraient s'y substituer de façon absolue.

Qu'elle soit géographique, de mode de vie, de cursus, d'âge, la proximité décrite par les citoyens traduit l'idée que, pour mieux gouverner, il faut désormais réduire la distance entre gouvernants et gouvernés.

*"Un président avec un gouvernement [composé d']
élus locaux, en phase avec les réalités locales, la
vie des citoyens"*

*"Quelqu'un qui ait vécu avec des gens normaux
une partie de sa vie"*

*"On sent tout de suite quand quelqu'un ne vient
pas du réel"*

*"Qu'il fasse un tour de France avec son équipe une
fois durant son mandat pour écouter les Français"*

La capacité d'écoute apparaît comme un préalable indispensable à la compréhension de ce que vivent les Français au quotidien, de la réalité des situations et préoccupations à l'échelle des territoires.

"Un Président qui se met à la place des Français"

"Une personne qui s'implique, qui aille sur le terrain"

"Être proche des Français et à l'écoute de leurs besoins"

Le Grand débat national et la Convention citoyenne pour le climat ont d'ailleurs laissé quelques traces auprès de certains citoyens de notre communauté. Ces deux initiatives ont en effet rencontré, chacune à sa manière, l'appétit d'expression et la demande d'écoute qui parcourent la société française et que l'on retrouve dans notre communauté. Mais elles y ont aussi laissé le souvenir d'une absence de suivi ou d'un décalage entre le discours et l'action.

Tout cela suggère que le ou la prochain(e) président(e) devra apprendre à gouverner davantage avec les Français.

5. DE QUOI LE POUVOIR D'ACHAT EST-IL LE NOM ?

Interrogés sur leurs attentes concernant l'élection présidentielle à venir, les citoyens de la communauté égrènent des préoccupations classiquement mesurées dans les enquêtes quantitatives : pouvoir d'achat, environnement, sécurité, santé, situation économique... Il n'est pourtant pas toujours simple de distinguer ce qui se cache derrière ces thématiques génériques. C'est notamment le cas du pouvoir d'achat, qui revenait beaucoup, sur lequel nous nous sommes attardés lors de ces premiers échanges.

Tout d'abord, à l'exception des plus jeunes, la majorité a le sentiment que leur pouvoir d'achat a baissé récemment. Mais cette évolution semble être amorcée depuis plus longtemps – certains évoquent même encore le passage à l'Euro il y a plus de vingt ans. En tout cas, cette appréciation dépasse largement le cadre d'une plainte conjoncturelle concernant la seule hausse des prix de l'essence, du gaz ou de l'électricité.

Ensuite, contrairement aux attentes habituelles des observateurs de l'opinion, le pouvoir d'achat n'apparaît pas spontanément comme un «terrain de gauche». Avant même de mettre en cause le niveau de leur rémunération et donc leurs employeurs, beaucoup de membres de la communauté citoyenne imputent leurs difficultés au niveau des taxes et des cotisations. Un citoyen note ainsi parmi ses attentes : «*Augmentation du pouvoir d'achat (baisse des impôts, baisse du prix des carburants, électricité, gaz)*». D'autres considèrent qu'ils sont «ponctionnés» sans avoir de véritable retour. Si la question de la revalorisation des salaires est souvent évoquée, la mise en cause des entreprises et des employeurs reste rare. Le cœur de la conflictualité sociale semble s'être progressivement déplacé dans leur esprit des relations employés/employeurs aux relations citoyens/pouvoirs publics.

Enfin, la discussion sur le pouvoir d'achat débouche rapidement sur un ensemble de considérations qui ont trait au capital de confiance dans la vie et à la capacité de se projeter dans l'avenir.

"Nous espérons plus du futur il y a 30 ans" (50-64 ans)

"Avant on pouvait travailler une vie pour avoir son bien, maintenant il y a des gens qui vont rester locataires toute leur vie... une injustice dans la population" (25-34 ans)

Souvent associée au sacrifice partiel de la notion de plaisir ("*le pouvoir d'achat, c'est le petit plus que l'on s'offre quand on a tout payé*"), la baisse du pouvoir d'achat devient vite l'expression d'une frustration ("*Un cadeau pour les petits enfants en moins*", "*des vacances ou un bon resto*"...), voire d'une fragilisation du quotidien. Elle ravive un sentiment de non-reconnaissance du travail, de décalage entre rémunération et utilité sociale et nourrit un sentiment diffus de déclassement, voire un doute quant au modèle de solidarité nationale et à son équité.

*"Désindustrialisation du pays au profit des bullshits job...
Terrible de se dire que des gens qui font un métier plus
qu'essentiel ont des salaires aussi bas" (25-34 ans)*

*"Le travail doit permettre de vivre convenablement et
mieux que l'inactivité" (25-34 ans)*

*"Ceux qui mériteraient le plus de percevoir des aides ne
sont pas concernés lorsque dans le même temps ceux
qui en profitent ne le méritent pas toujours" (35-49 ans)*

*"Je pense qu'il est urgent de mettre en place des taxes
bien pensées et en faveur du peuple. Les milliards
d'euros qui transitent sur les marchés chaque jour... Il
suffirait d'en taxer 0,01% pour faire rentrer des sommes
folles..."*

A ces sentiments d'injustice, s'ajoute la peur de ne pas pouvoir « réussir » aussi bien qu'avant, voire la peur pour les plus jeunes de ne pas y arriver même quand ils ont fait le choix des études : "*Les études ce n'est pas un investissement toujours rentable*" (18-24 ans)

En résumé l'espoir est là, mais le désenchantement affleure et il y a, au sein de cette communauté citoyenne, une envie de dialogue, d'échange, de respect et de compréhension qui rassure sur l'esprit civique des Français.